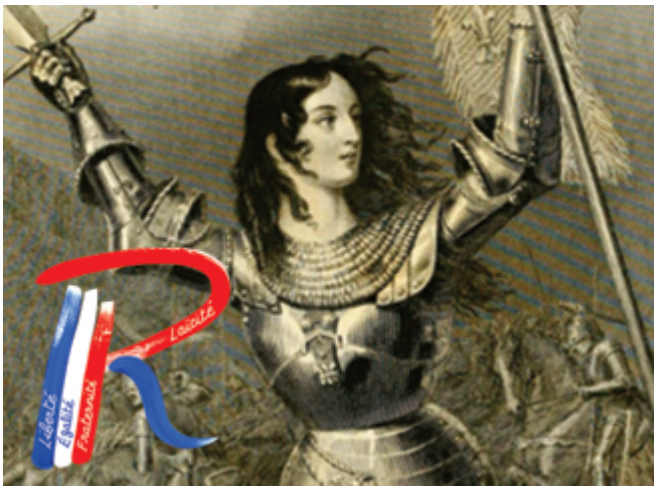
L’UE impose la suppression des hôpitaux de proximité, en France comme en Hongrie !

écrit par Christine Tasin | 13 février 2019



Quand les Gilets Jaunes vont-ils se lever tous ensemble pour exiger et le Frexit et l’arrêt de l’immigration, ces deux plaies ouvertes ?

Je découvre incidemment, sur le site suisse des Observateurs.ch, qu’en Hongrie, comme chez nous, Bruxelles exige la fermeture de nombre d’hôpitaux.

Le prétexte invoqué est simple, bien sûr, comme pour l’écologie ils ont inventé que les petits hôpitaux ne seraient pas assez sûrs car ils ne tourneraient pas assez… la véritable raison est en fait qu’il faut faire des économies. Les services de santé des pays occidentaux coûtent trop cher… Tant pis pour les provinciaux, tant pis pour les pauvres… Il est clair qu’ils veulent nous renvoyer au XIXème siècle.

Cenator : Récemment, la Hongrie a reçu des instructions de Bruxelles l’invitant à fermer une série d’hôpitaux régionaux dans tout le pays. Or cela dessert les intérêts des communes éloignées des villes.

En cas d'accident, les chances de survie dépendent de la rapidité de la prise en charge, elle-même liée à la proximité des hôpitaux. Les accouchements, les soins donnés aux enfants et aux personnes âgées renforcent le sentiment d'appartenance aux communautés locales si ces prestations sont fournies près des lieux de vie.

Les Hongrois sont outrés par cette nouvelle exigence de Bruxelles, qui s'attaque, une fois de plus, à l'identité et l'autonomie des régions, à l'essence de la vie locale.

Les consignes de l'establishment bruxellois vont toujours dans le même sens : moins de services de proximité pour les régions, toujours plus de regroupements centralisés favorisant l'anonymat, la perte de cohésion des communautés et le déracinement.

https://lesobservateurs.ch/2019/02/09/les-fusions-de-communes-nous-rendent-interchangeables-et-dociles/

Sous le même article, l'auteur évoque une autre plaie qui nous tombe dessus depuis quelque temps, la fusion des communes…

Là encore, sous prétexte de faire des économies, on fait disparaître des pans entiers de notre patrimoine, des communes millénaires n'existent plus…

Et cela à l'heure des métropoles, des communautés de communes, d'agglomérations… c'est la course au gigantisme.

http://resistancerepublicaine.com/2016/05/31/limmonde-chantage-au-fric-de-letat-pour-faire-disparaitre-des-centaines-de-nos-communes/

http://resistancerepublicaine.com/2016/10/19/et-ils-fusionnent-a-tour-de-bras-les-petits-villages-avec-les-gros-islamises/

En Suisse qui ne fait pourtant pas partie de l'UE, c'est la

même chose…

En Suisse romande, nous venons d'apprendre que le recours contre la fusion de la commune de Peseux a été déclaré irrecevable (voir l'article de Vincent Donzé ci-après). Nous sommes donc de nouveau témoins d'un scénario de fusion forcée par un juridisme hors sol. Plus fondamentalement, une décision de cette nature, la survie ou non d'une commune existant depuis des décennies, ne devrait jamais être prise à la majorité simple (50% des voix plus une), mais à une majorité des deux tiers au moins tant une majorité simple est susceptible de varier rapidement dans le temps.

Dans le contexte actuel, toute fusion est sujette à caution et laissera des insatisfaits en grand nombre.

Malgré les recours, les habitants des communes se retrouvent impuissants face aux forces qui les dépouillent de leur autonomie et de leur sentiment d'appartenance. Et si des batailles sont temporairement gagnées, ce n'est habituellement que partie remise pour l'establishment qui pousse à la centralisation conformément à l'air du temps.

Fusion : le recours contre la votation à Peseux est déclaré irrecevable

La chancellerie de l'Etat de Neuchâtel valide le scrutin de 25 novembre dernier. «En outre, les motifs invoqués apparaissent mal fondés».

https://www.lematin.ch/suisse/Le-recours-contre-la-votation-a-Peseux-est-declare-irrecevable/story/24151729